

DELEMONT, CAP SUR 2030 :
Crédit de Fr. 725'000.- pour la révision du Plan d'aménagement local

1. UNE EXIGENCE LEGALE ET UNE NECESSITE D'ADAPTER LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité. La révision de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire acceptée en votation le 3 mars dernier a permis un large débat sur la mise en œuvre de ces principes qui figurent dans la législation fédérale et cantonale depuis la fin des années 1970 déjà.

Le Plan d'aménagement local est, au niveau communal, un document d'orientation stratégique de la politique du développement territorial à long terme : il doit permettre d'assurer la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs. Les principes de la politique communale d'aménagement du territoire doivent notamment : protéger les bases naturelles de la vie, organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques de la commune, aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités (économiques, culturelles, sportives, liées aux loisirs notamment).

Le PAL actuellement en vigueur à Delémont, qui comprend plusieurs instruments dont le plan de zones et le règlement communal sur les constructions qui sont les plus connus, est entré en force à fin 1998. La Conception directrice avait été adoptée par le Conseil de Ville quelques années auparavant, en 1993, alors que le Plan directeur communal est lui entré en vigueur depuis 15 ans : les terrains alors libres de constructions et la plupart des friches urbaines identifiées à l'époque sont aujourd'hui presque tous occupés et valorisés, et le PAL tend à devenir obsolète dans certains domaines (mobilités douces, transports, stationnement, urbanisation, paysage notamment). Elément particulier à réviser également, le Règlement communal sur les places de stationnement qui date de 1981 !

Par conséquent, comme l'exige la législation en vigueur, il devient nécessaire de procéder à sa révision, de sorte à correspondre davantage aux réalités de l'aménagement du territoire aux niveaux national (nouveau Projet de territoire suisse), jurassien (Plan directeur cantonal) et de l'agglomération (projets soumis à la Confédération en 2009 et 2012). Il devra évidemment tenir compte des nouveaux enjeux qui se posent au niveau de la Ville de Delémont, en lien avec ces planifications supérieures.

2. DEROULEMENT DU PROCESSUS DE REVISION ET DEMARCHE PARTICIPATIVE PREVUE

Le processus de révision du PAL est long, complexe et peut rapidement s'enliser, aussi bien en termes de contenu qu'en ce qui concerne les délais, s'il n'est pas maîtrisé. Le Conseil communal entend tout mettre en œuvre afin de réaliser les travaux nécessaires d'ici la fin de la législature, pour faire en sorte que les mêmes autorités votent le crédit, participent à la réalisation du projet et adoptent les différents instruments nécessaires.

2.1. Principales étapes du processus de révision

Une planification générale a été élaborée, qui prévoit les phases principales suivantes (échéances), avec les compétences en référence :

Mi-2013 :	rapport d'opportunité - réalisé	Conseil communal
	présentation demande de crédit	Conseil de Ville
Fin 2014 :	conception directrice	Conseil de Ville
2015 :	plan directeur communal	Conseil communal
2016 :	plan de zones et RCC ¹	Conseil communal
2017 :	adoption plan de zones et RCC ¹	Conseil de Ville en mars puis Corps électoral en juin

¹y compris le Règlement communal sur les places de stationnement

A chacune de ces étapes, il y aura de nombreuses itérations avec les services cantonaux concernés qui seront officiellement consultés lors des phases d'examen préalable, en plus de la démarche participative décrite ci-dessous.

2.2. Démarche participative lancée à fin 2012

Pour mener à bien la révision du PAL, le Service UETP a débuté, dans le courant de l'automne 2012 et avec l'appui d'un mandataire externe, la rédaction d'un rapport d'opportunité. Il comprend en particulier un bilan du

PAL actuellement en vigueur, qui a notamment permis d'évaluer les quelques 200 principes contenus dans le plan directeur communal. Une première partie de ce bilan repose sur des analyses quantitatives, tandis que l'autre est davantage qualitative : pour cette seconde phase, le Conseil communal a chargé le Service UETP de réaliser des entretiens d'évaluation avec des personnes ressources issues de différents partis politiques, milieux et associations concernés, afin d'avoir leur expertise quant à la mise en œuvre de l'actuel PAL et de ses principes.

Sur la base d'un organigramme qui clarifie les responsabilités des différents acteurs et les relations entre eux, le Conseil communal a ainsi décidé de mettre sur pied un **Groupe d'Accompagnement chargé de la révision du PAL (GAPAL)** dont la mission sera de fonctionner comme groupe de concertation tout au long du processus, dans le cadre d'une démarche participative. Fort d'une trentaine de membres, il se réunira quelques fois par année, afin de valider l'ensemble des démarches et le contenu des instruments qui seront mis au point (Conception directrice, Plan directeur, Plan de zones, RCC notamment).

Un **Comité de pilotage (COPIL)**, présidé par Mme Françoise Collarin, conseillère communale UETP, assurera la conduite des différents travaux et la coordination avec tous les partenaires concernés (mandataires, services communaux et cantonaux, agglomération, etc.).

3. ETUDES ENGAGEES CES DEUX DERNIERES ANNEES A INTEGRER AU FUTUR PAL

Au cours de la deuxième moitié de la législature précédente, plusieurs études ont été engagées dont le contenu sera naturellement intégré dans le futur PAL, afin de disposer d'une vision globale et cohérente, notamment : Etudes liées au projet d'agglomération (en particulier PA2) ; Plan directeur localisé « Communance Sud », « Creux-de-la-Terre » et « Gare Sud » ; « Delémont : quel développement » - étude en vue de l'extension de la zone HA ; Conception directrice et plan directeur des aménagements de la Sorne et de ses abords ; Stratégie de valorisation de la Vieille Ville ; Plan directeur des déplacements, des besoins en stationnement et révision du cadastre du bruit des routes communales ; Etude des « points noirs du réseau cyclable » ; Plan directeur des places de jeux ; Etude de la restructuration des réseaux de transports publics de l'agglomération - TUD et trafic régional ; Plan directeur des rues du centre-gare.

Plus récemment, l'étude du plan directeur régional de l'agglomération a été lancée, qui sera menée en étroite coordination avec la révision du PAL et le futur plan directeur communal : toutes les opportunités seront donc saisies d'une part, pour tirer profit des réflexions lancées ces dernières années et, d'autre part, pour obtenir un maximum de synergies et d'économies d'échelle avec le projet d'agglomération.

4. UN DOCUMENT-CLE POUR LANCER LA REVISION DU PAL : LE RAPPORT D'OPPORTUNITE

Le rapport d'opportunité (document disponible sur internet - voir fin de message) est le document-clé de la révision du PAL. Il a été établi conformément à la directive provisoire du Service de l'aménagement du territoire (SAT) de novembre 2007. Il constitue l'étape préalable à la révision du plan d'aménagement local. Il permet de cibler les thèmes et les enjeux en lien avec les objectifs du Canton et de la Commune. Il sert notamment à : identifier les enjeux d'aménagement du territoire propres à la commune ; fixer les grandes lignes du développement souhaité ; montrer le besoin d'adapter le plan d'aménagement local.

Le rapport d'opportunité permet ainsi d'estimer l'ampleur de la révision du PAL. Ce rapport servira notamment de document de référence pour les demandes d'offres aux bureaux spécialisés qui devront être mandatés.

5. TRAVAUX A REALISER : FINANCEMENT ET SUBVENTIONS ATTENDUES

Les travaux à réaliser devront permettre de mettre au point les différents instruments décrits dans les étapes du processus mentionné au chiffre 2.1. Il faut toutefois préciser que chaque étape comprend plusieurs études thématiques spécifiques aux différentes problématiques à aborder. En effet, la conception directrice et le plan directeur communal, en plus d'une vision en termes d'aménagement du territoire au sens large, devront comprendre notamment des orientations stratégiques en matière d'énergie, d'évolution du paysage, de mobilités douces et de modération de la circulation (y compris pour les usages liés aux accès aux écoles), de transports publics, de stationnement, de préservation et de valorisation du patrimoine bâti, des espaces verts et des espaces publics, des cours d'eau ou encore de gestion des déchets (liste non exhaustive).

Les coûts des travaux à réaliser se répartissent de la manière suivante :

▪ études de base	Fr. 60'000.-
▪ conception directrice - CD	Fr. 50'000.-
▪ conception d'évolution du paysage	Fr. 30'000.-
▪ conception directrice et planification territoriale énergétique	Fr. 80'000.-
▪ plan directeur communal - PDC avec les domaines principaux	
- urbanisation	Fr. 40'000.-
- mobilité douce	Fr. 40'000.-
- espaces publics et espaces verts	Fr. 45'000.-
- plans masse 3D pour tous les secteurs centre-ville	Fr. 20'000.-
▪ programme d'équipement	Fr. 20'000.-
▪ plan de zones (bâti, nature et paysage, sensibilité au bruit, dangers naturels)	Fr. 55'000.-
▪ règlement communal sur les constructions et le stationnement	Fr. 60'000.-
▪ communication, information publique, expositions	Fr. 25'000.-
▪ mandataire coordination UETP (2013-2017)	Fr. 200'000.-
TOTAL - DEMANDE DE CREDIT GLOBALE	Fr. 725'000.-

Remarques :

- les questions liées à la politique de protection et de valorisation du patrimoine bâti ainsi qu'à la politique du logement seront traitées dans les différents documents concernés (conception directrice, plan directeur, plan de zones, Règlement communal sur les constructions) ;
- les montants indiqués comprennent la réalisation de toute une série de documents administratifs qui doivent être réalisés obligatoirement (rapports technique, de participation, de synthèse) ainsi que les supports de présentation pour le GAPAL et les autorités communales.

Le plan financier prévoit un investissement de Fr. 500'000.-, qui n'incluait pas le mandataire coordination qui doit être engagé temporairement au Service UETP pour assumer cette forte charge de travail supplémentaire. A titre de comparaison, la dernière révision du PAL (crédit demandé en 1991) avait coûté Fr. 600'000.-, sans compter le temps de travail de l'urbaniste communal (à 50 % sur ce dossier en moyenne pendant 5 ans). Le montant du crédit, pour lequel une subvention de 30 % est attendue du Canton du Jura et qui n'est promise qu'à la signature des contrats, sera couvert par voie d'emprunt dont la charge financière maximale s'élèvera annuellement à Fr. 58'000.- (intérêts 3 % et amortissement 5 %).

6. PRÉAVIS DES COMMISSIONS ET CONCLUSIONS

La révision du PAL se déroulera sur plusieurs années et devrait se terminer, si tout va bien, d'ici la fin de la législature, soit vers fin 2017. Le choix final de la politique du développement souhaité appartiendra à la population de Delémont, puisque c'est le Corps électoral qui est l'autorité compétente pour adopter le Plan de zones et le Règlement communal sur les constructions.

Le Conseil communal prie le Conseil de Ville de bien vouloir suivre sa proposition et d'accepter le crédit Fr. 725'000.- que la Commission de l'urbanisme et de l'environnement a préavisé favorablement. Le préavis de la Commission des finances sera donné oralement, étant donné que cette dernière siège le 17 juin 2013.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

La chancelière :

Pierre Kohler

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 27 mai 2013

PIECES A CONSULTER SUR INTERNET

En raison du nombre et de la densité des pièces relatives à ce dossier, tous les documents importants évoqués dans le présent message sont disponibles sur le site internet www.delemont.ch, en particulier :

- calendrier et processus de la révision du PAL sous forme de tableau ;
- organigramme de la révision du PAL ;
- règlement et cahier des charges du groupe d'accompagnement pour la révision du Plan d'aménagement local (GAPAL) et du Comité de pilotage (COPIL PAL) ;
- liste provisoire des groupes d'acteurs du GAPAL et autres milieux à consulter ;
- rapport d'opportunité permettant d'engager la révision du PAL.

- vu :

- le rapport du Conseil communal du 27 mai 2013 ;
- les dispositions de l'article 29, al. 18 et 22 du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
- le préavis favorable de la Commission de l'urbanisme et de l'environnement ;
- le préavis de la Commission des finances qui sera donné oralement lors de la séance du Conseil de Ville ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Le crédit de Fr 725'000.- pour la révision du Plan d'aménagement local "Delémont, cap sur 2030" est accepté.
2. Ce crédit est financé par voie d'emprunt.
3. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

La présidente :

La chancelière :

Anne Froidevaux

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 24 juin 2013